



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 15/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCL**

Z.I. - 26 Avenue des Erables  
BP 30099  
54180 Heillecourt

Références : 1066\_2024  
Code AIOT : 0006200217

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement SCL implanté Le Chauffour 54170 Germiny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCL
- Le Chauffour 54170 Germiny
- Code AIOT : 0006200217
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCL (50% GSM, 50% EUROVIA) est autorisée à exploiter une carrière d'extraction à ciel ouvert de matériaux calcaires ainsi qu'une installation de broyage concassage sur le territoire de la commune de GERMINY.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyses d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.2.7	Sans objet
2	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré l'activité réduite sur la carrière, l'exploitant veille à la sécurisation du site et continue la surveillance des eaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Analyses d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de la source du Fond de Vaux servant à l'AEP de THUILLEY AUX GROSEILLES seront contrôlées périodiquement aux frais de l'exploitant de la carrière, concernant le paramètre Hydrocarbures Totaux. Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé. Les prélèvements (5 par an) pourront être effectués à l'occasion de ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courriel du 11/07/2024 le dernier rapport d'analyse des eaux de la source du fond de Vaux (prélèvement du 03/07/2024). Il a également transmis le bon de commande n°4500576193 daté du 09/07/2024 correspondant aux quatre prochains prélèvements à faire cette année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté la présence de dispositifs interdisant l'accès de la carrière (merlon ou clôture) et la présence de pancartes signalant le danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite